



**PAS LE TEMPS D'ATTENDRE :
ASSURER L'AVENIR CONTRE
LES INFECTIONS RÉSISTANTES
AUX MÉDICAMENTS**

**RAPPORT AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DES NATIONS UNIES
AVRIL 2019**

RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS ET MESSAGES CLÉS

RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS

A. ACCELERER LES PROGRES DANS LES PAYS

A1 : le Groupe spécial appelle tous les États Membres à garantir un accès équitable et abordable à des antimicrobiens ou autres moyens thérapeutiques, vaccins et produits de diagnostic nouveaux ou existants de qualité garantie, ainsi que leur utilisation prudente par des professionnels compétents et agréés, dans l'ensemble des secteurs de la santé humaine, animale et végétale.

A2 : le Groupe spécial appelle tous les États Membres à accélérer l'élaboration et la mise en œuvre, dans le contexte des ODD, de plans d'action nationaux pour combattre la résistance aux antimicrobiens qui s'appuient sur le précepte « Un monde, une santé ».

A3 : le Groupe spécial appelle tous les États Membres à éliminer progressivement, conformément aux recommandations des organisations du groupe tripartite (FAO, OIE et OMS), l'utilisation des antimicrobiens à des fins de stimulation de la croissance, en commençant par mettre immédiatement un terme à l'utilisation à de telles fins des agents antibiotiques classés comme d'importance critique de plus haute priorité dans la liste OMS des agents antibiotiques d'importance critique en médecine humaine (quinolones, céphalosporines de troisième génération et plus, macrolides et kétolides, glycopeptides et polymyxines).

B. INNOVER POUR PRESERVER L'AVENIR

B1 : le Groupe spécial appelle les donateurs publics et privés, les donateurs à visée philanthropique et les autres bailleurs de fonds à contribuer davantage à l'innovation dans les antimicrobiens (en particulier les antibiotiques), les produits de diagnostic, les vaccins, les outils de gestion des déchets et des substituts sûrs et efficaces aux antimicrobiens destinés à la santé humaine, à la santé des animaux terrestres et aquatiques et aux cultures.

B2 : le Groupe spécial recommande que les initiatives existantes et futures visant à favoriser l'accès au niveau mondial promeuvent et soutiennent un accès équitable et abordable à des antimicrobiens, produits de diagnostic, vaccins, outils de gestion des déchets et substituts sûrs et efficaces aux antimicrobiens, qu'ils soient nouveaux ou existants, destinés à la santé de l'être humain, des animaux terrestres et aquatiques et des végétaux.

B3 : le Groupe spécial appelle les donateurs publics et privés - y compris les donateurs à visée philanthropique - de fonds destinés à la recherche, et les autres parties prenantes à faire prospérer les efforts de recherche-développement consacrés actuellement à de nouveaux antimicrobiens, produits de diagnostic, vaccins, outils de gestion des déchets et substituts sûrs et efficaces aux antibiotiques, et à renforcer la collaboration dans le domaine de la recherche suivant le précepte « Un monde, une santé ».

“ Un monde, une santé ”, les recommandations de l'ICG et les objectifs de développement durable.

UNE RÉPONSE AU PROBLÈME DE LA RÉSISTANCE AUX ANTIMICROBIENS CONFORME AU CONCEPT "UN MONDE, UNE SANTÉ"



La résistance aux antimicrobiens est une crise mondiale. Il n'y a pas de temps à perdre. Une réponse durable s'appuyant sur le principe "un monde, une santé", mue par une vision et des objectifs partagés est essentielle pour s'attaquer avec succès à la résistance aux antimicrobiens et pour que les objectifs de développement durable (ODD) soient atteints.

Recommandations du Groupe spécial de coordination interinstitutions sur la résistance aux antimicrobiens



C. COLLABORER EN VUE D'UNE ACTION PLUS EFFICACE

C1 : le Groupe spécial appelle à une participation systématique et significative des groupes et organisations de la société civile en tant que parties prenantes clés dans le cadre de la riposte à la résistance aux antimicrobiens selon l'approche « Un monde, une santé » aux niveaux mondial, régional, national et local.

C2 : le Groupe spécial appelle à un engagement systématique et significatif et une action renforcée du secteur privé en tant que partie prenante clé du déploiement aux niveaux mondial, régional, national et local d'une riposte à la résistance aux antimicrobiens fondée sur le principe "un monde, une santé".

D. INVESTIR POUR UNE RIPOSTE DURABLE

D1 : le Groupe spécial appelle les gouvernements, les banques et autres institutions de financement et de développement mondiales, régionales, nationales, bilatérales et multilatérales, ainsi que les investisseurs privés, à appliquer systématiquement les normes d'évaluation des risques et des effets inhérents à la résistance aux antimicrobiens (c'est-à-dire adopter une approche « Un monde, une santé ») dans le cadre des investissements effectués.

D2 : le Groupe spécial souligne qu'il faut renforcer les investissements dans la riposte à la résistance aux antimicrobiens, y compris du point de vue du financement intérieur dans tous les pays ; exhorte les mécanismes de financement actuels et futurs de la santé humaine, animale et végétale, de la production d'aliments et d'aliments pour animaux, et de l'environnement, à accorder une priorité accrue à la résistance aux antimicrobiens dans leur affectation des ressources ; appelle les donateurs des secteurs public, privé et du secteur de la philanthropie à mobiliser des financements supplémentaires, y compris pour soutenir la mise en œuvre de plans d'action nationaux sur la résistance aux antimicrobiens.

E. RENFORCER LA RESPONSABILISATION ET LA GOUVERNANCE MONDIALE

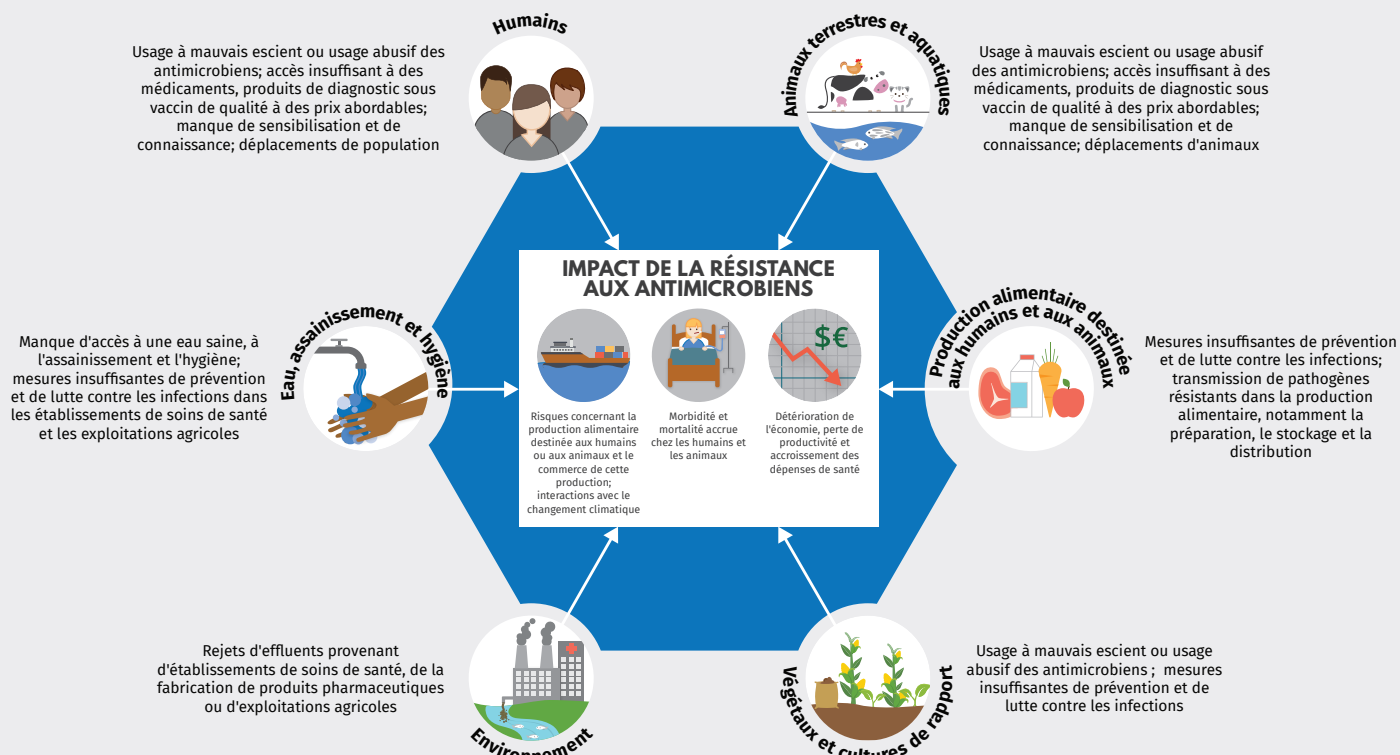
E1 : le Groupe spécial demande que, dans le cadre de la réforme des Nations unies, les trois agences partenaires (FAO, OIE et OMS), ainsi que le PNUÉ, d'autres institutions des Nations unies et la Banque mondiale renforcent encore leur action conjointe axée sur le précepte "un monde, une santé" et fondée sur la définition de cibles et sur les priorités et les besoins des pays, grâce à un renforcement de leur capacité organisationnelle et à l'assurance d'un financement de base adéquat et durable des activités consacrées à la lutte contre la résistance aux antimicrobiens.

E2 : le Groupe spécial recommande la création d'urgence d'un groupe de direction mondial sur la résistance aux antimicrobiens intégrant l'approche « Un monde, une santé », appuyé par un secrétariat conjoint, administré par les trois organisations partenaires (FAO, OIE et OMS).

E3 : le Groupe spécial prie le Secrétaire général de convoquer, en collaboration étroite avec les trois organisations partenaires (FAO, OIE et OMS), le PNUÉ et d'autres organisations internationales, un groupe indépendant qui sera chargé d'étudier les données factuelles sur lesquelles appuyer l'action contre la résistance aux antimicrobiens dans une optique « Un monde, une santé », de suivre la situation et de présenter régulièrement des rapports sur les données scientifiques et factuelles relatives à cette résistance, ses conséquences et les risques futurs, et de recommander des options d'adaptation et d'atténuation.

E4 : le Groupe spécial reconnaît le processus en cours mené par les États Membres pour élaborer le cadre mondial de développement et gestion de la lutte contre la résistance aux antimicrobiens et il appelle instamment les trois organisations partenaires (FAO, OIE et OMS) et le PNUÉ à en accélérer la réalisation conformément à ce qui est prévu dans la résolution WHA68.7 (2015) de l'Assemblée mondiale de la Santé sur le Plan d'action mondial pour combattre la résistance aux antimicrobiens. Il conviendrait que, lorsqu'ils mettront la dernière main à ce processus, les États Membres s'interrogent également sur la nécessité de nouveaux instruments internationaux.

Une réponse " Un monde, une santé " pour lutter contre les facteurs et l'impact de la résistance aux antimicrobiens.



LES FACTEURS DE LA RESISTANCE AUX ANTIMICROBIENS

MESSAGES CLÉS CONTENUS DANS CE RAPPORT

La résistance aux antimicrobiens est un problème mondial qui menace un siècle entier de progrès dans le domaine de la santé, en même temps que la réalisation des objectifs de développement durable.

- Les agents antimicrobiens (notamment les antibiotiques, les antiviraux, les antifongiques et les antiprotozoaires) sont des outils essentiels pour lutter contre les maladies chez l'homme, les animaux et les plantes terrestres et aquatiques, mais ils deviennent peu à peu inefficaces.
- Des niveaux de résistance alarmants ont été signalés dans des pays de tous niveaux de revenus, avec pour conséquence que des maladies communes deviennent incurables et que des procédures médicales conçues pour mettre les patients hors de danger deviennent plus risquées à mettre en œuvre.
- La résistance aux antimicrobiens pose un défi formidable pour la concrétisation de la couverture de santé universelle et elle menace la marche vers la concrétisation de bon nombre d'objectifs de développement durable (ODD), notamment en ce qui concerne la santé, la sécurité alimentaire, l'accès à une eau saine et à l'assainissement, une consommation et une production responsables, la réduction de la pauvreté et des inégalités.
- L'usage à mauvais escient ou l'usage abusif des antimicrobiens existants, que ce soit chez les humains ou pour les animaux ou les végétaux, contribue à accélérer le développement et l'expansion de la résistance aux antimicrobiens.
- Un manque d'accès adéquat à l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans les établissements de soins de santé, les exploitations agricoles, les établissements scolaires, les foyers ou encore les lieux publics, des mesures insuffisantes de prévention et de lutte contre les infections, un manque d'accès équitable à des médicaments, vaccins et produits de diagnostic abordables et de qualité garantie et, enfin, des systèmes lacunaires de production dans les domaines de la santé, des aliments pour les humains et des aliments pour animaux, de la sécurité des denrées alimentaires et de la gestion de l'environnement alourdissent la charge de morbidité imputable aux maladies infectieuses chez les êtres humains et les animaux et contribuent à l'émergence et la diffusion d'agents pathogènes pharmacorésistants.

Pas le temps d'attendre. À défaut d'actions urgentes déployées à l'échelle planétaire, la résistance aux antimicrobiens aura des effets catastrophiques dans moins d'une génération.

- Les infections pharmacorésistantes sont d'ores et déjà la cause de 700 000 décès chaque année, dont 230 000 imputables à une tuberculose multirésistante, chiffres qui, si rien n'est fait, pourraient atteindre les 10 millions par an d'ici 2050 selon le scénario le plus pessimiste. Sans un effort soutenu de lutte contre la résistance aux antimicrobiens, près de 2,4 millions de personnes pourraient perdre ainsi la vie entre 2015 et 2050 dans les pays à haut revenu.
- Si l'on ne parvenait pas à enrayer le phénomène de résistance aux antimicrobiens, le préjudice économique pourrait être comparable aux chocs infligés par la crise financière mondiale de 2008-2009, avec une augmentation écrasante des dépenses en soins de santé, des répercussions sur la production alimentaire, les échanges commerciaux et les modes d'existence, et une aggravation supplémentaire de la pauvreté et des inégalités.
- Dans les pays aux revenus les plus élevés, une série d'interventions simples en riposte à la résistance aux antimicrobiens, pourraient se payer d'elles-mêmes par les coûts évités. Dans les pays à plus faible revenu, des investissements supplémentaires - mais relativement modestes - devraient être déployés d'urgence.
- Si l'on diffèrait encore les investissements et les mesures qui doivent être mises en place dès aujourd'hui, la planète entière devrait payer encore plus cher à l'avenir pour affronter alors les effets catastrophiques d'une résistance aux antimicrobiens ayant échappé à tout contrôle.

Puisque les facteurs de la résistance aux antimicrobiens sont à rechercher du côté des êtres humains, des animaux, des végétaux, des denrées alimentaires et de l'environnement, une démarche durable, fondée sur la stratégie "Un monde, une santé", sera essentielle pour mobiliser et unir toutes les parties prenantes autour d'une vision et des objectifs communs.

- Les plans d'action nationaux de lutte contre la résistance aux antimicrobiens sont bien au cœur d'une riposte multisectorielle ancrée dans la stratégie "Un monde, une santé", mais les difficultés de financement et de capacités que connaissent de nombreux pays doivent être réglées de toute urgence pour pouvoir accélérer leur déploiement.
- Renforcer la prévention et la lutte contre les infections dans les établissements de soins de santé et les exploitations agricoles en utilisant les outils disponibles et assurer un accès adéquat à l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans les établissements de soins de santé, les exploitations agricoles, les établissements scolaires, les foyers ou encore les lieux publics sont essentiels pour parvenir à enrayer la transmission des maladies ainsi que l'émergence et la propagation de facteurs de résistance aux antimicrobiens chez les êtres humains, les animaux et les végétaux, et dans les denrées alimentaires et l'environnement.
- Renforcer la surveillance, les cadres réglementaires, l'éducation et la formation professionnelles ainsi que la supervision de la prescription et de l'usage des antimicrobiens, et intensifier la sensibilisation chez toutes les parties prenantes sont aussi des défis importants, qui doivent être relevés d'urgence pour parvenir à instaurer une utilisation responsable des antimicrobiens et maîtriser la résistance à ces agents chez l'homme, les animaux, les végétaux et dans les denrées alimentaires et l'environnement.
- Arrêter immédiatement l'utilisation en tant que stimulants de la croissance des antimicrobiens figurant sur la liste OMS des plus hautes priorités en tant qu'agents antimicrobiens d'importance critique pour la médecine humaine sera une première étape essentielle vers la suppression totale de l'utilisation des antimicrobiens à des fins de stimulation de la croissance.
- Plus d'efforts, d'investissements et de mesures incitatives sont nécessaires pour stimuler l'innovation en matière de médicaments antimicrobiens, produits de diagnostic et vaccins, instruments de gestion des déchets, produits de substitution sûrs et efficaces aux antimicrobiens et pratiques alternatives, de même que la recherche opérationnelle et les études de mise en œuvre dans les domaines de la santé humaine, animale et végétale.
- Beaucoup de gens dans le monde n'ont encore pas accès aux antimicrobiens. Assurer un accès équitable et à bon marché à des agents antimicrobiens de qualité et assurer une utilisation responsable et durable de ces agents sera une composante essentielle de la réponse mondiale à la résistance aux antimicrobiens.
- Il faut une plus forte volonté politique et, à tous les niveaux, plus de résolution, sur les plans de la sensibilisation, la coordination et la responsabilisation, pour parvenir à mettre en place une riposte durable au problème de la résistance aux antimicrobiens, qui sera fondée sur le concept "un monde, une santé". Toutes les parties prenantes - les gouvernements, la société civile et le secteur privé - doivent s'engager et collaborer dans un effort sans précédent qui mobilisera les secteurs de la santé humaine, animale et végétale, de la production alimentaire destinée aux humains et aux animaux et de l'environnement, en s'appuyant sur une vision et des objectifs communs.
- Les défis que pose la résistance aux antimicrobiens sont complexes et multifformes, mais ils ne sont pas insurmontables. La mise en œuvre des recommandations contenues dans le présent rapport permettra de sauver des millions de vies humaines, de préserver les bienfaits du progrès économique et du développement à d'autres égards, et d'être paré à l'avenir contre les maladies pharmacorésistantes.